

PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL DE L'AGGLOMÉRATION

STRATÉGIE ET DÉPLOIEMENT D'ACTIONS 2022-2028



PROGRAMME D' ACTIONS

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique

Action 1 - Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement

Action 2 - Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH

Action 3 - Promouvoir la mise en œuvre du permis de louer

Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

Action 4 - Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et un schéma directeur énergie

Action 5 - Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux

Action 6 - Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les projets de nouvelles constructions ainsi que de rénovations et les mobiliser dans les projets intercommunaux

Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables

Action 7 - Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire

Action 8 - Développer le solaire thermique et photovoltaïque

Action 9 - Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

Action 10 - Mettre en place un Plan Local de Mobilité

Action 11 - Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions

Action 12 - Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie

Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

Action 13 - Développer des espaces de coworking

Action 14 - Garantir le déploiement de la fibre optique

Action 15 - Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération

Action 16 - Rapprocher les services des habitants

Action 17 - Faciliter l'emploi local

Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

Action 18 - Assurer le suivi du schéma des liaisons douces

Action 19 - Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux

Action 20 - Promouvoir le Transport à la Demande

Action 21 - Inciter à l'usage des modes de transport doux

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités naturelles

Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

Action 22 - Soutenir la création du PNR

Action 23 - Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation

Action 24 - Contenir l'artificialisation des sols

Action 25 - Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales

Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau en adaptant le territoire aux risques climatiques

Action 26 - Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable

Action 27 - Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées

Action 28 - Faciliter la gestion des milieux aquatiques pour prévenir le risque d'inondations

Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

Action 29 - Structurer l'offre touristique locale

Action 30 - Développer le tourisme fluvial

Action 31 - Promouvoir et soutenir les producteurs locaux

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable

Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets

Action 32 - Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages

Action 33 - Contribuer au réemploi et au tri des déchets

Action 34 - Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets

Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

Action 35 - Encourager les circuits de proximité

Action 36 - Sensibiliser aux bonnes pratiques environnementales

Action 37 - Initier aux gestes écocitoyens

Action 38 - Valoriser les projets locaux

Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux

Action 39 - Accompagner les entreprises vers la transition écologique

Action 40 - Suivre et évaluer le PCAET

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation et la performance énergétique

ACTION 1	Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement		
Objectifs	Encourager la rénovation énergétique du bâti et lutter contre les sources de déperdition d'énergie		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le Service Unique de Rénovation Énergétique (SURE) est déjà présent sur le territoire de l'agglomération. Un conseiller est accueilli au sein du service Urbanisme et effectue des permanences, en complément, dans chaque structure France Services de l'agglomération. Il propose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des conseils auprès des particuliers qui souhaitent rénover leurs logements et un accompagnement adapté, en les orientant notamment vers les professionnels référencés ; - l'identification d'aides possibles pour accompagner les projets et travaux de rénovation énergétique ; - des opérations et des temps de sensibilisation (stands d'information, distribution de documentation...) lors d'événements se déroulant sur le territoire, pré-identifiés au préalable par la CACPB et les communes ; - des balades thermiques sur des secteurs identifiés (quartiers...), permettant d'assurer une sensibilisation personnalisée des propriétaires ; - des flyers d'information, remis en forme par la CACPB et relayés par l'agglomération auprès des structures intercommunales, des communes, des partenaires et du grand public. <p>Le SURE pourra également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cibler et sensibiliser plus spécifiquement les copropriétés dégradées ; - travailler en lien étroit avec les syndicats et ordres professionnels (notaires, architectes, agences immobilières, groupements d'entreprises, FFB, bureaux d'études thermiques...) et les bailleurs sociaux. La CACPB pourra assurer un relais de communication auprès de ces différents partenaires ; - identifier des habitants ayant conduit des opérations de rénovation, susceptibles d'être valorisées ; - transmettre des supports de communication et des outils existants auprès de la CACPB pour diffusion au grand public (par exemple, des applications numériques permettant de mesurer l'impact énergétique du bâti) ; - participer à la bonne information des habitants du territoire, en alertant sur les risques d'escroquerie et rappeler la réglementation en vigueur. 		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	SURE en lien avec la CACPB	CACPB / Seine-et-Marne Environnement / ADEME / ANAH / ENEDIS / Communes / Entreprises BTP / Professionnels de l'immobilier et de la construction / Syndicats de copropriété / GRDF / ADIL / CAUE	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	55 000 € par an (Financement de la plateforme par la CACPB)		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de dossiers traités par an • Nombre de balades thermiques réalisées • Nombre d'opérations de rénovation menées par les habitants • Organisation annuelle d'un COPIL • Nombre d'habitants sensibilisés 		
Calendrier	<p>> Cette action est déjà opérationnelle. Elle a vocation à se déployer sur toute la durée du PCAET.</p> <p>> <i>Perspective à long terme : possibilité d'augmenter le nombre de conseillers présents sur le territoire</i></p>		

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies**Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation et la performance énergétique**

ACTION 2	Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH		
Objectifs	Améliorer la qualité du bâti et contribuer à la revalorisation et la rénovation du bâti		
Description et déclinaison opératoire	<p>Les OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) visent la réhabilitation de certains quartiers ou centres urbains anciens, de bourgs ruraux dévitalisés, de copropriétés dégradées ou encore l'adaptation de logements pour les personnes âgées ou handicapées, par le biais d'une convention avec l'Etat et l'ANAH.</p> <p>Ce dispositif permet d'apporter de l'aide aux travaux d'amélioration énergétique du bâti, dans le cadre de rénovations ou de réhabilitations. Il participe à la lutte contre la précarité énergétique.</p> <p>Une OPAH-RU (Renouvellement Urbain) est en cours d'activation sur la commune de Coulommiers et pourra faire l'objet d'une déclinaison sur d'autres communes sous réserve de leurs possibilités financières d'accompagnement.</p> <p>Les communes retenues au titre du programme « Petites Villes de Demain », La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle, pourront faire l'objet d'une réflexion et d'une étude pré-opérationnelle pour savoir si ce dispositif peut être décliné.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB et communes	ANAH / Banque des Territoires / SURE	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none">> Estimation prévisionnelle de 60 000 € TTC pour la réalisation d'études pré-opérationnelles à La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle (à la charge de la CACPB)> Enveloppe de participation des communes à définir ensuite : 1 444 575 € prévus par la Ville de Coulommiers par exemple sur 5 ans		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nombre de dossiers suivis• Nombre de personnes reçues et accompagnées• Nombre d'opérations de rénovation engagées• Nombre d'OPAH mises en œuvre sur l'agglomération et état d'avancée		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none">> OPAH-RU en cours d'activation à Coulommiers, dans l'attente de la sélection du cabinet en charge du suivi-animation d'ici novembre 2022> Projet d'étude opérationnelle pour les communes de La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle : consultation à lancer d'ici la fin de l'année> Action à mener à moyen terme		

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies**Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation et la performance énergétique**

ACTION 3	Promouvoir la mise en œuvre du permis de louer		
Objectifs	Lutter contre l'habitat insalubre et améliorer la qualité des logements		
Description et déclinaison opératoire	<p>Pour lutter contre l'habitat indigne et les logements insalubres, la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie, dans le cadre de ses compétences, a mis en place un dispositif d'amélioration de la qualité du bâti : le permis de louer. Ce dispositif bénéficie à la fois aux locataires, qui seront certains de l'habitabilité de leur logement, et aux propriétaires, en cas de dégradations.</p> <p>La commune de Coulommiers est la première ville de l'agglomération à l'expérimenter, sur un secteur défini de l'hyper-centre de Coulommiers, en corrélation avec le programme « Action Cœur de Ville » pour lequel la commune a été sélectionnée.</p> <p>Depuis le mois de juillet 2019, les propriétaires bailleurs de ce secteur, souhaitant louer un logement pour l'habitation, doivent ainsi obtenir une autorisation préalable de mise en location (APML) auprès du service Aménagement et Urbanisme avant de signer un nouveau bail. À titre d'exemple, 207 permis ont été délivrés en 2021.</p> <p>Ce dispositif pourrait être mis en place par d'autres communes de l'agglomération volontaires. Il sera relayé pour information par la CACPB auprès des communes. Une réflexion pourrait s'imaginer, par exemple, au sein des deux communes retenues au titre du programme « Petites Villes de Demain », La Ferté-sous-Jouarre et Crécy-la-Chapelle. Une attention supplémentaire pourra être apportée à l'isolation du logement ainsi qu'à sa performance énergétique.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	Communes	CACPB / ANAH / SURE / SDESM	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	Environ 50 000 € par agent embauché par les communes		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nombre d'agents recrutés par les communes• Nombre de dossiers suivis par an• Nombre de permis délivrés		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none">> Cette action est déjà opérationnelle sur la commune de Coulommiers depuis 2019.> Action à mener à moyen terme		

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

ACTION 4	Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et un schéma directeur énergie		
Objectifs	Évaluer la performance énergétique des bâtiments Définir les objectifs énergétiques à atteindre		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le dispositif éco-énergie tertiaire définit les objectifs de performance énergétique pour les bâtiments tertiaires publics et privés. Il induit une obligation réglementaire de réduction de consommation sur les bâtiments tertiaires existants d'une surface supérieure ou égale à 1000 m², dans un objectif de sobriété énergétique.</p> <p>Dans cette perspective, l'intercommunalité a souhaité engager un audit énergétique de ses bâtiments de plus de 1000 m², incluant ses deux complexes aquatiques, qui permettra d'identifier les principales sources de déperdition énergétique et les travaux à engager. Elle pourra ainsi disposer d'un plan pluriannuel d'investissement contribuant à atteindre les économies d'énergie escomptées. Cet audit tiendra compte des diagnostics de vulnérabilité engagés sur les bâtiments soumis au risque inondations, dans le cadre du PEP des Deux Morin.</p> <p>L'agglomération a impulsé la création d'un groupement de collectivités sur son territoire, rassemblant, au côtés de l'intercommunalité, les principaux pôles de centralité (Coulommiers, La Ferté-sous-Jouarre, Crécy-la-Chapelle ainsi que Mouroux) qui font également effectué un diagnostic énergétique de leurs bâtiments. Ils vont ainsi bénéficier de financements au titre du programme ACTEE-2 (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique) porté par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), qui répond aux enjeux étatiques et climatiques en matière de rénovation et d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	ALTEREA / Programme ACTEE 2 -Sequoia et programme ACT'EAU / Communes investies dans le groupement / SURE / SDESM / Seine-et-Marne Environnement / SMAGE des Deux Morin	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Groupement de collectivités pour un montant d'action de 342 111,95 € pour les communes de Mouroux, Coulommiers, Crécy-la-Chapelle, La Ferté-sous-Jouarre et la CACPB Partie CACPB : <ul style="list-style-type: none"> 24 710 € HT d'études sur bâtiments 15 070,92 € HT pour audits des piscines* 19 946,21 € HT pour la réalisation du Schéma directeur énergie 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Résultat de l'audit Élaboration du schéma directeur énergie 		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> > Lancement de l'audit en septembre 2022 > Action à mener à court terme 		

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

ACTION 5	Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux		
Objectifs	Réduire les consommations d'énergie Améliorer la performance énergétique des bâtiments Faire des bâtiments publics des exemples en matière énergétique		
Description et déclinaison opératoire	<p>Dans le prolongement de l'audit engagé sur ses bâtiments de plus de 1000 m², l'agglomération, tout comme les communes, vont pouvoir formaliser un programme de rénovation.</p> <p>L'objectif de cette étude est en effet de connaître l'état des bâtiments, pour la plupart datant d'avant les années 2000.</p> <p>La réalisation de ces audits permettra à l'agglomération de disposer par la suite d'un programme pluriannuel d'investissements, en matière de rénovation énergétique, afin d'atteindre les économies d'énergie demandées au titre du dispositif éco-énergie.</p> <p>Dans le cadre de cette démarche, l'agglomération pourra notamment engager une réflexion sur les solutions de chauffage renouvelables. Une attention particulière pourra être apportée aux projets de bois énergie et aux alternatives renouvelables, selon les possibilités (géothermie, pompes à chaleurs, panneaux photovoltaïques...). Les matériaux biosourcés pourront également être privilégiés dans cette perspective.</p> <p>Ce programme permettra aussi d'initier une réflexion en matière de récupération des CEE.</p> <p>Une même démarche sera engagée en parallèle sur les communes réalisant un audit énergétique de leurs bâtiments à savoir Mouroux, Coulommiers, Crécy-la-Chapelle et La Ferté-sous-Jouarre</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Etat / Département de Seine-et-Marne / Région Ile-de-France / ADEME / Communes investies dans un audit énergétique	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	Coût à définir à l'issue de l'audit		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et suivi du programme pluriannuel Nombre d'opérations de rénovation menées Gains énergétiques sur les bâtiments 		
Calendrier	> Action à mener à moyen terme > Engagement d'un programme pluriannuel de travaux sur la durée du PCAET		

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

ACTION 6	Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les projets de nouvelles constructions ainsi que de rénovations et les mobiliser dans les projets intercommunaux		
Objectifs	Contribuer à faire découvrir les entreprises locales en matière de matériaux biosourcés Faciliter le développement de projets innovants		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le territoire voit le développement d'une filière chanvre, qui permet l'expérimentation du béton de chanvre. Dès sa construction en 2011, l'intercommunalité s'est engagée à accompagner les actions de promotion et de soutien au développement de la filière du chanvre et des éco-matériaux sur son territoire, notamment au sein de la filière BTP.</p> <p>En 2017, la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie a participé financièrement à l'achat d'une machine à projeter le chanvre, en octroyant une subvention d'équipement de près de 20 000 € au Centre de Formation d'Apprentis d'Ocquerre (BTP CFA Ocquerre), qui forme ses élèves à l'utilisation de cette technique d'éco-construction et met à disposition l'équipement aux artisans du Nord Seine-et-Marne.</p> <p>L'objectif est désormais de pouvoir mobiliser cette technique dans les nouvelles constructions et dans les projets de rénovation de la CACPB par exemple.</p> <p>L'agglomération s'engage également à assurer la promotion de cette filière auprès des organismes professionnels, afin de renforcer la visibilité des matériaux biosourcés dans les techniques de construction. Un partenariat peut se construire, dans ce sens, avec la Chambre des Métiers et la CCI, pour qu'elles puissent inciter les artisans et professionnels à utiliser ces matériaux plus performants, sur le plan énergétique, à se diriger vers le label RGE et à s'inscrire, si souhaité, dans la démarche Bâtiments Durables Franciliens.</p> <p>L'emploi des matériaux locaux et biosourcés pourra également être valorisé dans les documents d'urbanisme, qui pourront favoriser les bâtiments performants. La CACPB soutient également le développement de la filière lin en accompagnant des entreprises de la filière dans le déploiement de leur activité.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Seine-et-Marne Environnement / Association Construire en Chanvre et filières / CAPEB / FFB / SMEP PNR / CMA / CCI / CAUE	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	++
Coût de l'action	À définir selon les projets envisagés		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouvelles constructions et de rénovations mobilisant des matériaux biosourcésNombre de projets intercommunaux utilisant les matériaux biosourcés		
Calendrier	> Action à mener à moyen terme		

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies			
Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables			
ACTION 7	Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire		
Objectifs	Valoriser cette énergie locale et renouvelable Étudier les possibilités de raccorder de nouveaux bâtiments		
Description et déclinaison opératoire	<p>Un syndicat mixte est actif sur Coulommiers, ayant pour objet la réalisation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'ensemble des installations de chauffage géothermal sur le territoire de la commune de Coulommiers, afin d'assurer le service public de distribution de chauffage et d'eau chaude sanitaire aux usagers.</p> <p>Le syndicat est composé de membres du GHEF, de l'OPH de Coulommiers et de la Ville de Coulommiers. La Ville de Coulommiers a choisi de développer le recours à l'énergie géothermique, exploitée depuis plus de 30 ans à Coulommiers, en valorisant au maximum la ressource géothermale. Cette énergie totalement naturelle permet déjà de chauffer plusieurs équipements sur le quartier des Templiers. La mise en service en 2012 d'un nouveau doublet a permis le raccordement de nouveaux abonnés et l'extension du réseau de chaleur vers le centre-ville, le Parc des Sports et les équipements sportifs (piscine...), une partie de la zone industrielle (locaux des services techniques de la Ville de Coulommiers) et le quartier de Vaux (raccordement des logements gérés par l'OPH).</p> <p><i>Détail des bâtiments raccordés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 362 logements de l'OPH de Coulommiers, • le Centre Hospitalier René Arbelletier, • les 6 groupes scolaires de la commune, • 3 gymnases de la commune, • des bâtiments municipaux (Espace Lafayette, services techniques, centre administratif, conservatoire de musique...), • le campus scolaire, • les deux collèges publics, • le Centre Aquatique des Capucins, • l'EPHAD Résidence les Champs, • l'AEDE Résidence des Lilas, • les résidences Sainte-Anne et Prairie de Vaux. <p>Des études régulières sur le potentiel de déploiement et les nouveaux sites pouvant être raccordés sont menées. La future Halle des Sports, projet d'équipement sportif porté à la fois par la CACPB et par la Ville de Coulommiers, qui verra le jour dans le quartier des Templiers à Coulommiers, pourra bénéficier de cette énergie. Des travaux sont engagés actuellement pour raccorder et alimenter de nouveaux bâtiments en centre-ville. Les futurs locaux de la Maison Départementale des Solidarités seront également raccordés à la géothermie. Des échanges avec les entreprises dans la zone industrielle pourront également s'engager.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	Syndicat mixte pour la géothermie	ADEME / Région Ile-de-France / Commune de Coulommiers / GHEF / OPH de Coulommiers	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air

	+++	+++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • 15,3 millions d'euros TTC investis pour le nouveau doublet mis en service en juin 2012 • Investissements réguliers du syndicat pour raccorder de nouveaux bâtiments et étendre les réseaux 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de bâtiments raccordés • Gains de chauffage pour les bâtiments 		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> > Mise en œuvre du dispositif déjà opérationnelle > Raccordement du projet de Halle des Sports en 2025 > Action à poursuivre sur toute la durée du PCAET 		

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables

ACTION 8	Développer le solaire thermique et photovoltaïque
Objectifs	Étudier les potentialités d'installation de panneaux photovoltaïques
Description et déclinaison opératoire	<p>Plusieurs actions en faveur du développement de l'énergie solaire peuvent être engagées dans ce cadre, à l'échelle de la Communauté d'agglomération :</p> <ul style="list-style-type: none">⇒ Intégrer des panneaux solaires sur les nouvelles constructions de la CACPB, à l'image du projet de construction du futur ALSH de Mouroux ;⇒ Faire réaliser par le SDESM une étude sur le potentiel photovoltaïque du foncier et les bâtiments de l'agglomération. Elle permettrait ainsi de recenser les bâtiments publics pouvant éventuellement héberger des équipements solaires. Le SDESM est doté du logiciel PVSyst et peut initier des études de pré-faisabilité technico-économiques, contribuant à mieux caractériser le potentiel photovoltaïque d'un parking ou d'une friche appartenant à une collectivité par exemple ; <i>À noter : le SDESM peut mobiliser son outil opérationnel, la SEM SDESM Énergies, pour développer un projet de ce type selon différents modes d'intervention (maître d'ouvrage, partenaire technique, partenaire financier).</i>⇒ Valoriser les projets engagés par les communes ;⇒ Travailler avec l'Architecte des Bâtiments de France à l'élaboration d'un cahier de recommandations architecturales et paysagères locales relatives à l'implantation de panneaux photovoltaïques ;⇒ Initier un partenariat avec les chambres consulaires pour identifier les bâtiments industriels et commerciaux ainsi que les parkings pouvant accueillir des équipements solaires, selon les possibilités d'intégration paysagère ;⇒ Développer le même type de partenariat avec la Chambre d'Agriculture afin de cibler les bâtiments agricoles potentiels pouvant intégrer des équipements solaires, selon les possibilités d'intégration agricole et paysagère⇒ Faire connaître le cadastre solaire régional, proposé sur la plateforme Île-de-France Smart Services sous l'intitulé « Mon potentiel solaire ». Il permet de visualiser le potentiel solaire d'un toit en fonction de sa surface, de sa pente ou de son exposition. Il calcule la capacité estimée d'un toit à produire de l'énergie à partir des rayons du soleil et permet d'obtenir une estimation de la production annuelle d'énergie en kilowatt par an ou le nombre d'objets du quotidien pouvant être alimentés. <p>En complément, ENEDIS pourra proposer, dans le cadre du PCAET, de mettre à disposition :</p> <ul style="list-style-type: none">- des informations sur les installations raccordées au réseau de distribution d'électricité dont elle dispose dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la protection de

	ces données ; - son approche prospective et cartographiée des potentiels de production d'énergies renouvelables. Il pourra aussi accompagner la CACPB pour faciliter l'injection d'électricité photovoltaïque.		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Communes	ENEDIS / ABF / SDESM	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	++	
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Coût de l'étude sur le potentiel photovoltaïque des bâtiments intercommunaux Coût d'aménagement des panneaux photovoltaïques 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'installations de panneaux photovoltaïques 		
Calendrier	> Installation de panneaux photovoltaïques sur le futur ALSH de Mouroux : mise en service à horizon 2024 > Action à mener à moyen terme		

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies

Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables

ACTION 9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation		
Objectifs	Faciliter la collecte des biodéchets et développer les filières de collecte et de valorisation de ces déchets		
Description et déclinaison opératoire	<p>La CACPB compte 4 unités de méthanisation agricole sur plusieurs communes, qui injectent 74 unités de biométhane sur le réseau de distribution de gaz (environ 40 % de la consommation d'énergie du secteur résidentiel).</p> <p>En réponse à la nouvelle réglementation sur les biodéchets, ces installations peuvent permettre une solution locale pour le traitement de ces déchets mais aussi pour la production d'énergie, en structurant une filière biodéchets locale.</p> <p>Dans cette logique, une étude réalisée avec le SDESM sur le ravitaillement en biogaz a révélé le potentiel d'installation de deux stations bioGNV sur l'agglomération, à Coulommiers et à Sept-Sorts dans les zones d'activités. Le déploiement de deux unités de méthanisation spécifiques supplémentaires nécessiterait une vigilance sur l'insertion paysagère, pour accompagner dans les meilleures conditions l'intégration de ces dispositifs. Elles pourraient contribuer à l'atteinte des objectifs de mobilité à très faibles émissions sur le territoire.</p> <p>En parallèle, la Chambre d'agriculture propose d'organiser des matinées de visite d'unités de méthanisation sur le territoire, afin de faire découvrir leur fonctionnement et d'informer l'ensemble des acteurs locaux sur les caractéristiques de ces projets.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	Chambre d'agriculture / GRDF	COVALTRI / CACPB / Communes / Département de Seine-et-Marne	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	+++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Coût lié au développement éventuel de nouvelles stations Coût à définir pour la structuration de la filière biodéchets locale 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de visites d'unités de méthanisation organisées Quantités de biodéchets mobilisées et traitées Quantité de biogaz produit Projets d'installation de stations bioGNV 		
Calendrier	> À décliner sur la durée du PCAET		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

ACTION 10	Mettre en place un Plan Local de Mobilité		
Objectifs	Organiser les déplacements sur l'ensemble du territoire de l'agglomération Faciliter tous les modes de déplacement (circulation des piétons, des vélos, des automobiles, des transports collectifs...)		
Description et déclinaison opératoire	<p>Les Plans Locaux de Mobilité incarnent les outils privilégiés de définition et de mise en œuvre, à l'échelle locale, des politiques de mobilité. Ils précisent et détaillent le contenu du Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France (PDUIF).</p> <p>Ils ont pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser un diagnostic de l'offre et de la demande en mobilité du territoire, d'identifier les pôles générateurs de flux, les potentiels de développement et d'intermodalité, - élaborer une stratégie de développement de la mobilité alternative utilitaire adaptée au territoire, s'inscrivant dans le temps long, - construire un plan d'actions chiffrées et priorisées pour les années suivant la validation du schéma. <p>De surcroît, les plans locaux de mobilité doivent obligatoirement décliner des actions du PDUIF autour des transports en commun, des pôles d'échanges multimodaux, des liaisons douces et modes actifs, du stationnement des vélos, de l'accessibilité des voiries, du transport logistique et de marchandises.</p> <p>Dans le cadre du Plan Local de Mobilité qui sera imaginé à l'échelle de l'agglomération, une réflexion pourra s'engager avec les entreprises, pour réfléchir à la potentialité d'un Plan de Mobilité Inter-Entreprises et aux possibilités de faciliter les déplacements (covoiturage par exemple) entre les entreprises.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Communes / Département de Seine-et-Marne / Région Ile-de-France / IDFM / SNCF / Etat / représentants des professions de transport...	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+	+++
Coût de l'action	Coût de l'étude pour la formalisation du Plan Local de Mobilité : à définir		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Finalisation du document • Mise en œuvre du programme d'actions sur 5 ans avec évaluation des actions menées 		
Calendrier	> Mise en œuvre de l'action à moyen terme, sur la durée du PCAET		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

ACTION 11	Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions
Objectifs	Accompagner le développement de véhicules à très faibles émissions Développer l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques
Description et déclinaison opératoire	<p>Le territoire de l'agglomération recense déjà 30 bornes de recharge pour véhicules électriques.</p> <p>En parallèle, le SDESM a élaboré en septembre 2022 un schéma directeur des IRVE sur la Seine-et-Marne. L'objectif d'un SDIRVE est d'identifier les besoins de recharge et de définir le déploiement à réaliser (nombre de bornes, puissances, localisation...) pour parvenir à une offre de recharge suffisante pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables selon le trafic local et transit. Ce projet conduira à proposer aux communes / EPCI aménageurs l'installation des bornes sur certains secteurs. La CACPB sera donc susceptible de bénéficier des résultats de cette étude.</p> <p>En tant que partenaire, ENEDIS, qui participe au projet d'élaboration du Schéma Directeur à la maille de la Seine-et-Marne, piloté par le SDESM, pourra proposer à la CACPB l'installation des bornes sur certains secteurs. <i>À noter, qu'ENEDIS participe à hauteur de 40 % du coût d'un raccordement (borne électrique ou autre) mais que cette participation est portée à 75 % lorsque l'installation d'une borne électrique publique s'effectue dans le cadre d'un SDIRVE (sous certaines conditions).</i></p> <p>Parallèlement à cette étude et à ses résultats, une commune peut faire le choix d'installer des bornes là où elle considère être utile en dehors des sites potentiels identifiés par le Schéma, même si tout l'intérêt d'un SDIRVE est bien d'optimiser un réseau à une maille supra-communale, voire supra-communautaire. Ainsi, si une commune ou la CACPB souhaitait installer une ou plusieurs bornes en complément de celles prises en charge par le SDESM, ENEDIS peut contribuer à accompagner les demandes de raccordement de bornes (conseils sur le raccordement, mise à disposition d'outils de simulation permettant d'optimiser les coûts de raccordement selon l'emplacement envisagé, la puissance souhaitée et la puissance disponible).</p> <p>La CACPB pourra engager une communication sur les différents points d'implantation de bornes de recharge pour véhicules électriques. Elle financera seulement les implantations possibles sur des sites appartenant à l'agglomération, à l'exemple des télécentres, structures France Services ou encore des sites sportifs.</p> <p>Elle pourra également réfléchir aux possibilités de remplacer, lors du renouvellement de son parc automobile, les véhicules vieillissants par des véhicules électriques.</p> <p>La réflexion sur les installations pouvant alimenter les véhicules en bioGNV contribuera également à la mise en œuvre de cette action.</p>

Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	Communes / CACPB / SDESM	ENEDIS	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	++	+++
Coût de l'action	Coût d'installation de bornes de recharge électrique à la charge des communes ou de la CACPB selon les implantations		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Usage des bornes électriques : nombre de recharges • Nombre de bornes de recharge • Nombre de véhicules à très faibles émissions dans la flotte de véhicules de la CACPB 		
Calendrier	> Action à mener sur la durée du PCAET		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

ACTION 12	Décongestionner les centre-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie	
Objectifs	Améliorer la qualité de l'air des centre-villes des communes accueillant un fort trafic Limiter le trafic routier dans les petites communes Désengorger la circulation routière par la mise en œuvre d'une déviation	
Description et déclinaison opératoire	<p>La Route Départementale n°934 supporte aujourd'hui un trafic de l'ordre de 18 000 véhicules par jour dans la traversée de Coulommiers ou de Mouroux dont 25 % de véhicules en transit et 10 % de poids-lourds. Selon les dernières études du Département, réalisées en 2021, si rien n'est fait, la RD934 et la RD222 seront totalement saturées en différents points à Coulommiers et Mouroux en 2035, voire 2025 à Mouroux à certains horaires.</p> <p>En 2014, un tracé par le Sud a été voté et inscrit dans le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Coulommiers. Le tracé est également inscrit dans les PLU des communes concernées et dans le Schéma directeur de la Région Ile-de-France et le plan régional anti-bouchons.</p> <p>Le projet consiste à aménager une route adaptée pour dévier le trafic de transit, notamment les poids lourds et les convois exceptionnels, qui impacte directement plusieurs communes du territoire. Le projet prévoit une route à deux voies sur 11 km dont 9 km nouveaux, 5 ouvrages d'art, le maintien des liaisons douces, des chemins communaux et des aménagements paysagers. La déviation est également compatible avec un Parc Naturel.</p> <p>Sur la base des études préliminaires réalisées par le Département en 2020, l'estimation de cette opération s'élève à 98 200 000 € HT. Les prochaines étapes ont pour but de définir le maître d'ouvrage du projet et son portage financier. Les communes, la Communauté d'agglomération et le Département ont sollicité, dans ce sens, la Région et l'Etat afin que ce projet soit inscrit dans le CPER 2021 / 2027.</p> <p>En parallèle, les déviations des communes de Chailly-en-Brie et Maisoncelles-en-Brie sont envisagées, dans le même esprit de fluidification du trafic au sein des communes.</p> <p>Ces solutions ont émergé après étude de toutes les hypothèses et options d'aménagement possibles. La réalisation de ces projets tiendra compte de la réduction de l'artificialisation des sols, dans un souci de sobriété foncière.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires
	Etat / Département de Seine-et-Marne	CACPB / Région Ile-de-France / Communes impactées

Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
			++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Coût estimé à 98 200 000 € HT 200 000 € de participation aux études déjà mobilisés par la CACPB 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Définition du maître d'ouvrage et du plan de financement Engagement de la procédure de réalisation 		
Calendrier	> Action à décliner sur la durée du PCAET. L'horizon de réalisation sera postérieur à 2028.		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

ACTION 13	Développer des espaces de coworking		
Objectifs	Diminuer les déplacements domicile-travail		
Description et déclinaison opératoire	<p>En 2017, la Communauté d'agglomération a ouvert son premier espace de travail collaboratif e-L@b à Coulommiers. Plus de 150 sociétés se sont inscrites sur la plateforme de réservation et de nombreux salariés et entrepreneurs y louent des bureaux. Fort de ce succès, les élus ont lancé, en 2018, le projet d'extension du site columérien, finalisé en 2021, et le projet de création d'un second télécentre, basé à La Ferté-sous-Jouarre, opérationnel depuis 2019.</p> <p>Suite à la fusion au 1^{er} janvier 2020 avec les 12 communes de l'ancienne Communauté de communes du Pays Créçois, la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie souhaite créer un 3^{ème} tiers-lieu à Crécy-la-Chapelle afin de mailler son territoire en apportant aux habitants une offre complète. Cet espace de travail collaboratif viendra concrétiser la volonté du territoire d'accompagner les chefs d'entreprises dans leur parcours résidentiel et leur développement. Ce projet correspond également aux attentes des habitants, salariés, professionnels de type indépendants, auto-entrepreneurs et TPE, conforté par l'enquête « étude de marché » lancée entre février et avril 2021.</p> <p>Le télécentre sera aménagé sur un plateau de 276 m² au premier étage d'un bâtiment avec ascenseur. Il s'agit de l'ancien siège social de la Communauté de communes du Pays Créçois. Cet ensemble abrite aujourd'hui une crèche au rez-de-chaussée et, à l'étage, une Maison France Services, ce qui permettra ainsi de créer un véritable pôle de services.</p> <p>Ces lieux, qui incarnent de véritables espaces d'échange et de vie locale, offrent aux habitants et aux entreprises la possibilité de télétravailler dans les meilleures conditions possibles. L'objectif est de faire largement connaître ces lieux de coworking à l'échelle de l'agglomération.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Région Ile-de-France / Département de Seine-et-Marne / Etat	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+	+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Coût relatif à l'extension du télécentre de Coulommiers Coût de création d'un télécentre à Crécy-la-Chapelle, financé par la Région Ile-de-France Coût de fonctionnement des structures 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de télécentres maillant le territoire Nombre de personnes et entreprises fréquentant les télécentres Nombre d'événements organisés au sein des télécentres 		
Calendrier	> Finalisation du projet de télécentre de Crécy-la-Chapelle en 2023		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

ACTION 14	Garantir le déploiement de la fibre optique	
Objectifs	Diminuer les déplacements domicile-travail Faciliter le télétravail	
Description et déclinaison opératoire	<p>L'accès à l'Internet Très Haut-Débit est un enjeu majeur pour la qualité de vie des habitants et un facteur déterminant d'attractivité du territoire. Il contribue également à favoriser le télétravail.</p> <p>Le syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique est chargé de l'aménagement numérique du territoire. Il conçoit et réalise les montées en débit ou les déploiements de fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) qui permettent l'accès au très haut débit pour tous. Cette action s'inscrit dans le cadre des objectifs du schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) fixé par le Département. Ce syndicat se compose de la Région Île-de-France, du Département de Seine-et-Marne et des 23 intercommunalités adhérentes.</p> <p>La CACPB a pour mission d'être le relais d'information unique entre Seine-et-Marne Numérique et/ou sem@fibre77 et les communes. Ces deux entités organisent ainsi des réunions d'information régulières avec les communes et l'intercommunalité et met à disposition des documents d'information.</p> <p><i>Les communes déjà couvertes totalement ou en partie :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Amillis, Aulnoy, Basseville, Beauthel-Saints, Bussièrès, Chailly-en-Brie, Chevru, Dagny, Faremoutiers, Giremoutiers, Hautefeuille, Jouarre (1^{ère} phase), La Celle-sur-Morin, Maisonnelles-en-Brie, Marolles-en-Brie, Mauperthuis, Mouroux, Pommeuse, Saâcy-sur-Marne, Saint-Augustin, Touquin sont ouvertes à la commercialisation. ⇒ Le territoire de l'ex-Pays Créçois est fibré dans son intégralité et la ville de Coulommiers est, quant à elle, déployée par SFR. <p><i>Le déploiement à venir sur les autres communes :</i></p> <p>2022 : L'ouverture à la commercialisation des communes de Chauffry, Dammartin-sur-Tigeaux, Guérard, Tigeaux, Pézarches s'est effectuée courant du 1^{er} semestre 2022.</p> <p>2023 : Boissy-le-Châtel, Chamigny, Changis-sur-Marne, Jouarre (2^{ème} phase), La Ferté-sous-Jouarre, Méry-sur-Marne, Pierre-Levée, Sammeron, Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, Sainte-Aulde, Sept-Sorts et Signy-Signets</p> <p>D'ici à 2024 : les autres communes seront couvertes conformément à l'engagement de Seine-et-Marne Numérique.</p> <p>Une attention particulière est apportée aux prises isolées, afin d'éviter toute rupture de couverture.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires
	Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique	CACPB / Communes / Région Ile-de-France / Département de Seine-et-Marne

Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++		+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Investissement de la CACPB à hauteur de 4,2 millions d'euros sous forme de participation au Syndicat Départemental Seine-et-Marne Numérique 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de secteurs couverts et état d'avancée du déploiement Nombre de prises isolées desservies 		
Calendrier	> Finalisation prévue en 2024		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables**Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements**

ACTION 15	Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération		
Objectifs	Encourager les agents à pratiquer le télétravail, en fonction de leurs activités et de leurs missions		
Description et déclinaison opératoire	<p>La crise sanitaire a conduit l'intercommunalité à consolider sa politique de télétravail. La Communauté d'agglomération la met en place auprès des différents services, selon les possibilités pour les agents de télétravailler et les fonctionnalités de chaque service. Elle a été formalisée à travers une délibération en Conseil communautaire, prise dans le courant de l'année 2022.</p> <p>La mise en place du télétravail est facilitée pour les agents de l'intercommunalité. Le service informatique prévoit un kit d'équipement informatique afin de faciliter les conditions de télétravail des agents. Des outils numériques adaptés pourront aussi être proposés.</p> <p>Dans le prolongement, afin de faciliter les échanges entre les services de l'agglomération, des solutions alternatives et durables de déplacement (vélos par exemple) pourront être privilégiées.</p> <p>En parallèle de cette dynamique, les communes de l'agglomération qui le souhaitent pourront initier la même démarche. Le déploiement de ces initiatives sera tout particulièrement valorisé dans le cadre du PCAET.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Communes	Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++		+++
Coût de l'action	Coût d'équipement informatique pour les agents		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'agents en télétravail		
Calendrier	> Action déjà engagée depuis 2021		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

ACTION 16	Rapprocher les services des habitants		
Objectifs	Offrir un service public de proximité et de qualité Lutter contre l'éloignement numérique des usagers		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le territoire a élargi ses compétences pour permettre la labellisation de trois sites France Services. Guichets uniques de services, ils facilitent l'accès des habitants des territoires aux démarches administratives des organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Caisse d'allocations familiales, - Caisse d'assurance maladie, - Ministère de la justice, - Préfecture de Seine-et-Marne, - Pôle emploi, - La Poste, - Caisse nationale d'assurance vieillesse, - Direction départementale des finances publiques (DDFIP), - La sécurité sociale agricole (MSA). <p>Grâce à cette labellisation, les trois France Services proposent ainsi la même offre de services, gratuite pour tous les citoyens du territoire, à moins de 30 minutes de chez eux.</p> <p>Les équipes des sites sont en plus complétées, depuis peu, par deux conseillers numériques. Les France Services ont en effet comme mission de lutter contre l'éloignement numérique des usagers. Chaque France Services dispose ainsi d'un espace numérique, en libre-service, pour les citoyens qui souhaitent effectuer leurs démarches sur Internet et être accompagnés par un agent. Des ateliers de formation au numérique sont également proposés. Les France Services sont équipés d'espaces confidentiels permettant au public d'effectuer leur rendez-vous en visio-conférence dans une salle, avec la mise à disposition du matériel adéquat et sécurisé : casque audio, micro, ordinateur, webcam... Les conseillers numériques ont également pour mission de rayonner sur les différentes communes de l'agglomération et de leur proposer de décliner des ateliers numériques dans leurs locaux.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Partenaires du réseau France Services / Etat / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++		++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Coût de fonctionnement des structures France Services, subventionné par l'Etat 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques d'accueil et de fonctionnement des trois structures France Services • Nombre d'ateliers numériques organisés 		
Calendrier	> Action déjà engagée depuis 2021 et à poursuivre sur l'ensemble de la durée du PCAET		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

ACTION 17	Faciliter l'emploi local		
Objectifs	Rapprocher les offres et les demandes d'emploi sur le plan local Réduire les distances domicile-travail		
Description et déclinaison opératoire	<p>La Communauté d'agglomération œuvre en faveur de l'emploi local à travers plusieurs actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Développer une bonne connaissance du marché de l'emploi local et anticiper ses évolutions, en renforçant les contacts avec les entreprises ; ⇒ Réfléchir aux politiques de formation à mettre en œuvre pour l'avenir ; ⇒ Agir pour une relocalisation de l'emploi, en rapprochant offres et demandes d'emploi sur le territoire ; ⇒ Gérer un chantier d'insertion à l'échelle de la CACPB ; ⇒ Mettre en place des événements, pour rapprocher l'offre et la demande d'emplois, sur les différents pôles de centralité du territoire. <ul style="list-style-type: none"> - La CACPB organise, par exemple, chaque année un Forum-Emploi. Lors de cette manifestation, un système de collecte des offres d'emplois locales est expérimenté, en lien avec les employeurs et les différents acteurs de l'emploi. - Des opérations de recrutement et informations collectives sont organisées régulièrement par les partenaires tout au long de l'année. ⇒ Valoriser et médiatiser l'Espace emploi de l'agglomération, plateforme présentant les offres d'emploi à pourvoir localement et soutenant les demandeurs d'emploi dans leurs recherches. 		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Pôle Emploi / Mission Locale de la Brie et des Morins / CCI / Partenaires emploi-insertion et entreprises du territoire	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++		+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Budget de fonctionnement pour les actions Emploi (Forum Emploi, Semaine de l'Industrie, salons en ligne, rendez-vous de l'emploi, ateliers numériques...) • Coût du chantier d'insertion, subventionné par l'Etat • Coût de mise en œuvre de la plateforme emploi 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Fréquentation de la plateforme emploi • Nombre d'offres pourvues localement et de mises en relation • Nombre d'opérations de job dating et d'informations collectives • Bilan des événements organisés 		
Calendrier	<p>> Forum Emploi prévu en janvier 2023</p> <p>> Plateforme emploi numérique déjà active</p> <p>> <i>Perspective possible à long terme : déploiement du chantier d'insertion</i></p>		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

ACTION 18	Assurer le suivi du schéma des liaisons douces		
Objectifs	Renforcer et faciliter les pratiques intermodales sur le territoire Améliorer et développer le réseau cyclable de liaisons douces Créer de nouveaux cheminements		
Description et déclinaison opératoire	<p>La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie souhaite promouvoir l'usage des modes de déplacements doux à travers son territoire. Il s'agit de développer la mobilité à l'échelle de toutes ses communes, mais également enrichir l'offre touristique et de valoriser son patrimoine naturel exceptionnel, tout en s'inscrivant dans une dynamique de développement durable.</p> <p>L'agglomération s'est engagée dans cette démarche en réalisant un schéma directeur local de liaisons douces, pour valoriser l'existant et développer de nouveaux itinéraires. Une étude a été lancée en 2018 et le schéma a été approuvé en décembre 2021. Ce schéma propose d'établir un maillage de l'ensemble du périmètre de l'agglomération à travers un réseau hiérarchisé d'itinéraires cyclables adaptés en fonction des besoins, des espaces et des territoires desservis.</p> <p>Cet outil permet d'aider les communes à réaliser leur projet de développement des itinéraires sécurisés et adaptés à l'espace pour les cyclistes, piétons, usagers de trottinettes et de bénéficier de subventions. Ces aménagements veilleront à sécuriser les cheminements et à assurer une continuité entre eux, dans l'objectif d'un maillage complet du territoire.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	Communes	CACPB / Département de Seine-et-Marne / Région Ile-de-France / Etat	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	++	+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> La CACPB a financé la réalisation d'un schéma directeur des liaisons douces à l'échelle de l'agglomération : coût de l'étude de 57 000 € dont 4 042,50 € de fonds européens Les aménagements de liaisons douces seront pris en charge par les communes : coût à évaluer et à affiner pour chaque commune. 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de liaisons douces réalisées Nombre de km de liaisons douces sur l'ensemble de l'agglomération 		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> > Projets en cours de formalisation sur les communes de Coulommiers, Mouroux, La Ferté-sous-Jouarre, Crécy-la-Chapelle... > Déclinaison de l'action prévue sur toute la durée du PCAET 		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables**Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité**

ACTION 19	Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux		
Objectifs	Favoriser l'usage des transports en commun Encourager le covoiturage Assurer une meilleure cohérence entre bus, train et voitures		
Description et déclinaison opératoire	<p>Cette action vise à mettre en place des transitions optimisées entre les différents moyens de transports afin de faciliter la mobilité sur le territoire, à travers :</p> <p>L'aménagement de pôles gare Plusieurs pôles gares ont déjà été aménagés sur des communes de la ligne P ou sont en cours de réalisation, à l'image de La Ferté-sous-Jouarre. Un projet d'aménagement est en voie de concrétisation à Coulommiers. Ils intègrent une gare routière, des espaces d'intermodalité, des parkings relais et du stationnement sécurisé pour les vélos (Véligo).</p> <p>Un projet d'aire multimodale à Coulommiers Ce projet permettra le stationnement des usagers des lignes 1 et 17 du Seine-et-Marne Express, du bus urbain de Coulommiers et de la ligne 3 vers Meaux. L'aire favorisera également le covoiturage. Une borne de recharge pour véhicules électriques viendra compléter l'offre de services. Une voie cyclable devrait également être créée en complément, le projet intégrant un abri pour les vélos.</p> <p>Le déploiement d'autres projets d'aires multimodales La commune de Sammeron a également été identifiée comme site potentiel pour le déploiement d'une aire multimodale par le Département, au sein de son schéma directeur. D'autres sites pourront être identifiés, selon les besoins et dans la déclinaison du schéma départemental. La CACPB a également investi pour la réalisation d'une gare routière à proximité du collège de Faremoutiers.</p> <p>La CACPB pourra profiter de ces installations pour relayer des informations sur le covoiturage et sur les applications existantes.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Communes	IDFM / SNCF / Département de Seine-et-Marne / Transdev	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	+++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none">Coût d'aménagement de l'aire multimodale de Coulommiers accompagné par l'EtatCoût d'aménagement des projets de pôle gare à charge des communes		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'aires aménagéesFréquentation des services de transportNombre de covoiturages pratiquésNombre d'usagers vélos		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none">> Pôle gare de Coulommiers : finalisation prévisionnelle en 2025> Projet d'aire multimodale de Coulommiers : échéance prévisionnelle de réalisation en 2024> Action à décliner sur l'ensemble de la durée du PCAET		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables

Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

ACTION 20	Promouvoir le Transport à la Demande		
Objectifs	Faciliter les déplacements en transport en commun Améliorer l'offre existante		
Description et déclinaison opératoire	<p>La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie a sensibilisé la Région Ile-de-France et Île-de-France Mobilités sur la nécessité d'améliorer l'offre de bus sur le territoire.</p> <p>Ce travail avec les instances régionales a porté ses fruits avec notamment le renforcement de certaines lignes de bus et la création de lignes de Transport à la Demande (TàD) sur la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie. Quatre secteurs de TAD sont identifiés : secteur fertois, secteur créçois, secteur autour de Coulommiers et Coulommiers intra muros. Ces déplacements sont réalisés par un véhicule électrique.</p> <p>Un bilan pourra être engagé, en lien avec Darche Gros, sur l'utilisation du service de transport à la demande présent afin d'identifier les freins à son utilisation et les besoins de renforcement du service si nécessaire.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	IDFM / Région Ile-de-France / Transdev	CACPB	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	+++
Coût de l'action	Coût de la mise en œuvre du TAD		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de lignes actives Nombre d'usagers 		
Calendrier	> Action déjà opérationnelle depuis 2020 > Perspectives de déploiement possibles à envisager sur la durée du PCAET		

AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables**Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité**

ACTION 21	Inciter à l'usage de modes de transport doux et collectifs		
Objectifs	Encourager l'usage des transports en commun Faciliter l'usage du vélo		
Description et déclinaison opératoire	<p>La Communauté d'agglomération est attentive au déploiement des modes de transport doux et souhaite faciliter les conditions d'accès pour ses habitants à ces modes de transport. Elle œuvre notamment pour :</p> <p>Aider les jeunes à se déplacer</p> <p>Les lycéens des 54 communes de l'agglomération pourront bénéficier d'une aide financière de 63 € sur leur carte de transport IMAGINE'R pour l'année scolaire 2022-2023. Déjà mis en œuvre les années précédentes, ce dispositif est maintenu pour les habitants du territoire. Le forfait Imagine'R permet en effet de voyager de manière illimitée dans toute l'Île-de-France. Il est valable sur tous les modes de transport (Métro, Bus, tram express, train, RER, Tram), à l'exception de certaines dessertes directes d'aéroports (Orlyval, Bus Direct Paris-Aéroport, navettes VEA Disney) et des bus touristiques (OpenTour, Cars Rouges).</p> <p>Renforcer la desserte en transports en commun</p> <p>La CACPB souhaite continuer de travailler avec IDFM pour favoriser l'usage des transports en commun et améliorer les parcours ainsi que pour renforcer la fréquence des lignes de bus. Elle peut aussi mettre en place, en partenariat avec le transporteur Darche Gros, des navettes de transport spécifiques à l'occasion de certains événements (Forum Emploi par exemple).</p> <p>Assurer la promotion du vélo</p> <p>La CACPB pourra engager une discussion avec IDFM pour mettre en place des bus permettant aux usagers de circuler avec leurs vélos. Elle pourra aussi valoriser et communiquer autour de l'opération de location de vélos électriques Véligo. De surcroît, la promotion du vélo sera assurée au sein de ses agents, pour les inciter à se déplacer à vélo selon les possibilités, en faisant l'acquisition de vélos de service.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / IDFM / Darche Gros	Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none">Participation CACPB : aide financière de 63 € pour la carte Imagine R pour les lycéens des 54 communesCoût d'achat de vélos pour les agents, pour faciliter les déplacements entre services		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">Nombre de dossiers traités et d'aides délivréesNombre de points vélos et stationnements vélos sur les communesNombre d'usagers des transports en commun		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none">> Poursuite de l'aide à la carte Imagine'R sur toute la durée du PCAET> Action à mener sur la durée du PCAET		

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

ACTION 22	Soutenir la création du PNR		
Objectifs	Protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités Valoriser les ressources et richesses naturelles Permettre un développement durable et harmonieux du territoire		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le projet du Parc Naturel Régional Brie et Deux Morin va constituer un outil pour développer le territoire rural de l'agglomération. Un Parc Naturel Régional (PNR) a pour objectifs de garantir un juste équilibre entre le développement économique et social, la valorisation et la préservation des patrimoines. Cette reconnaissance permettrait, à l'échelle de l'agglomération, de valoriser le patrimoine naturel, culturel, architectural et de renforcer l'attractivité du territoire, autour d'une ambition forte : incarner une campagne remarquable en Ile-de-France, en devenant le 5^{ème} Parc francilien et le seul à l'Est de la Région.</p> <p>Depuis plusieurs années, les élus du territoire travaillent à la création d'un Parc Naturel Régional sur un périmètre arrêté à 82 communes, dont 40 appartenant à la CACPB. Validée par le Conseil Régional, la candidature a obtenu un avis favorable de l'Etat en 2019.</p> <p>La prochaine étape vers le classement en PNR consiste à élaborer collectivement la charte du futur parc pour bâtir un projet concerté de développement durable du territoire, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine paysager, naturel, culturel et historique. Depuis fin mars 2022, des ateliers de travail sont ainsi organisés pour renforcer la compréhension du terrain, à partir de supports cartographiques et de photographies aériennes. Les communes et le conseil local de développement ont répondu à l'invitation du syndicat et se mobilisent pour enrichir les échanges, en identifiant les enjeux à prendre en compte.</p> <p>Les objectifs du PCAET s'inscriront en compatibilité avec le projet de PNR.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	SMEP PNR	CACPB / CC des 2 Morin / Département de Seine-et-Marne / Région Ile-de-France / Etat / FNPN / IAU	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	+++
Coût de l'action	Coût de fonctionnement du PNR à la charge du SMEP		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation de la charte Approbation de la charte Décret de classement 		
Calendrier	> Perspective de création du PNR sur la durée du PCAET : charte en cours de rédaction pour une proposition à la Région fin 2023		

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

ACTION 23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	
Objectifs	Favoriser la nature dans les espaces urbains Recréer des continuités écologiques Limiter l'imperméabilisation des sols	
Description et déclinaison opératoire	<p>Cette action pourrait se décliner selon deux champs d'intervention : la renaturation et la végétalisation des espaces urbains tout comme la renaturation des espaces agricoles.</p> <p>La renaturation et la désimperméabilisation des sols urbains présentent de nombreux avantages : améliorer le cadre de vie, favoriser le cycle de l'eau en réduisant le ruissellement, préserver la biodiversité et contribuer à atténuer le phénomène d'îlots de chaleur. De nombreuses communes de l'agglomération mènent déjà des projets de ce type :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plantation d'arbres, - Végétalisation de cimetières, - Valorisation des Espaces Naturels Sensibles, - Réhabilitation de parcs et d'espaces verts, - Réfection de fontaines et de bassins... <p>Elles pratiquent également, pour la plupart d'entre elles, une gestion verte des espaces verts en prenant en compte la biodiversité dans leur entretien (fauchage tardif, élagage respectueux de la nidification, installation de ruches, gestion différenciée, etc.). Ces actions pourront être valorisées et mises en lumière.</p> <p>De nouvelles initiatives pourront aussi être déployées, aussi bien par les communes que par la CACPB sur les sites lui appartenant, à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la plantation de haies et de bosquets, sur des parcelles communales, le long de chemins vicinaux, dans des exploitations agricoles... ; - le développement de la végétalisation des façades, des toitures, des voiries, des espaces publics, des écoles... ; - le renforcement de la gestion écologique des espaces verts, avec la limitation de l'usage des produits phytosanitaires. <p>Des partenaires pourront aussi être associés à cette volonté :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le Département de Seine-et-Marne, qui propose un groupe de travail à destination des collectivités qui souhaitent réintégrer la nature en ville et qui peut aussi proposer un accompagnement au zéro phyto dans le cadre du Plan départemental de l'eau ; ✓ Seine-et-Marne Environnement, qui peut accompagner les communes sur la gestion différenciée des espaces verts, la nature en ville, la désimperméabilisation, notamment grâce à des guides et supports de communication ou des formations ✓ le SMAGE des Deux Morin qui participe à cette réflexion sur les sujets relatifs au ruissellement et à la réalisation d'aménagements hydrauliques doux ainsi que ceux portant sur la restauration des continuités écologiques 	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires
	CACPB / Communes	Seine-et-Marne Environnement / Région Ile-de-France / Département de Seine-et-Marne / SMAGE des Deux Morin

Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
			++
Coût de l'action	À définir selon les projets initiés		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Recensement des initiatives et projets de renaturation-végétalisation Nombre d'espaces végétalisés et d'espaces verts valorisés Nombre d'arbres plantés 		
Calendrier	> Action à mener à moyen terme		

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

ACTION 24	Contenir l'artificialisation des sols		
Objectifs	Rendre compatibles les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement avec la philosophie du PNR Lutter contre l'artificialisation des sols		
Description et déclinaison opératoire	<p>La quasi-totalité des communes de l'agglomération fait partie du périmètre de préfiguration du futur PNR de la Brie et des Morin. La charte est actuellement en cours de rédaction et de formalisation. Elle intégrera des préconisations en matière de maîtrise de l'espace et d'urbanisation.</p> <p>Dans cette perspective, le PCAET a vocation à constituer un outil du PNR. Les PLU se mettront ensuite en conformité avec ces exigences ainsi que celles du SDRIF, notamment au sujet de l'artificialisation des sols. Des temps d'information et d'échanges pourront s'organiser avec les communes sur les enjeux environnementaux, liés au déploiement du PNR sur le territoire.</p> <p>La Communauté d'agglomération a engagé, par ailleurs, une étude pour formaliser un Programme Local de l'Habitat, qui permettra de consolider la politique habitat du territoire et d'assurer une répartition équilibrée des logements. Le territoire va initier, en parallèle, une procédure de révision du SCOT, en concordance avec la révision du SDRIF lancée par la Région Ile-de-France, qui contribuera à remettre à jour les enjeux de planification intercommunaux. La CACPB devra également, dans le cadre de ses compétences, engager, à moyen terme, une réflexion pour tendre vers un PLUi.</p> <p>Au-delà de la préservation des espaces naturels et de la lutte contre l'artificialisation, ces documents d'urbanisme pourront également prendre en compte les enjeux climatiques et énergétiques, en incitant par exemple la construction de bâtiments durables et performants (normes de construction environnementales, utilisation d'énergies renouvelables...).</p> <p>Dans cette même logique, les documents d'urbanisme veilleront à respecter également la compatibilité avec le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) des Deux Morin, en vigueur depuis 2016.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Communes / SMEP PNR	Services de l'Etat / Région Ile-de-France / SMAGE de Deux Morin	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	+++	++
Coût de l'action	> 90 000 € HT pour l'étude PLH en cours > Coût de l'étude de révision du SCOT à définir		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancée et de mise en œuvre du PLH Avancée de la procédure de révision du SCOT Finalisation de la charte du futur PNR Révisions des PLU 		
Calendrier	> Action à décliner à moyen terme, sur toute la durée du PCAET > <i>Perspective à long terme : possibilité de décliner un PLUi</i>		

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

ACTION 25	Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales	
Objectifs	<p>Valoriser les initiatives et les bonnes pratiques déjà existantes au sein des exploitations agricoles</p> <p>Encourager et soutenir le déploiement des filières de production agricoles locales</p> <p>Affirmer une identité rurale et agricole, en cohérence avec le projet de PNR Brie et deux Morin</p>	
Description et déclinaison opératoire	<p>Plusieurs dynamiques sont à l'œuvre sur le territoire en faveur des filières agricoles :</p> <p>⇒ La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie fait partie du Groupe d'Action Locale « Terres de Brie », qui permet d'accompagner des projets locaux. Des porteurs de projets dans les filières agricoles peuvent en effet obtenir des aides du programme Européen LEADER. Plusieurs filières ont été identifiées comme prioritaires et peuvent être soutenues dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La filière lait et fromage - La filière vins et vigne - La filière pommes - La filière miel - La filière chanvre et les matériaux biosourcés <p>Les projets de diversification agricole tout comme de production d'énergies renouvelables sont également accompagnés.</p> <p>⇒ Le territoire accueille également une appellation IGP pour les vins d'Ile-de-France qui bénéficie à la production locale et quelques communes incluses dans la zone d'appellation du Champagne. En parallèle, la Ville de Coulommiers, en lien avec la filière fromagère, a engagé une démarche de labellisation AOP pour le brie de Coulommiers depuis 2009. Ce projet vise à défendre et développer une filière économique et agricole, aujourd'hui fragile, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - augmentant le volume de vente et de production des fromages ; - maintenant son prix de vente voire en l'améliorant (garantissant ainsi un prix rémunérateur pour les producteurs de lait par exemple) ; - développant l'élevage sur le territoire, en incitant de nouveaux producteurs à venir s'installer ; - bénéficiant d'une plus large communication et en offrant ainsi de nouvelles perspectives de marchés et de débouchés économiques. <p>Cette appellation contribuerait également à reconnaître et valoriser un terroir local, véritable enjeu pour la région Ile-de-France.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires
	GAL « Terres de Brie » / Filière fromagère	CACPB / Chambre d'agriculture / Seine-et-Marne Attractivité / Communes / Région Ile-de-France / SMEP PNR

Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++		++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> 1 145 000 € d'enveloppe de fonds européens allouée sur le territoire du GAL « Terres de Brie » de 2017 à 2023 et 550 000 € consommés 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de projets accompagnés et soutenus Nombre de projets de développement Obtention de l'appellation AOP 		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> > Candidature pour une nouvelle programmation Leader 2023-2028 > Perspective d'obtention de l'AOP à moyen terme > Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET 		

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités		
Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau en adaptant le territoire aux risques climatiques		
ACTION 26	Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable	
Objectifs	Améliorer les réseaux d'eau Accélérer la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable Prévenir les fuites d'eau	
Description et déclinaison opératoire	<p>Depuis le 1^{er} janvier 2020, les compétences eau et assainissement sont des compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération. La Communauté d'agglomération investit ainsi pour améliorer la distribution d'eau potable, à travers plusieurs projets :</p> <p>La construction d'une nouvelle unité de traitement de l'eau potable (UTEP) à Coulommiers</p> <p>Les travaux de construction de l'UTEP ont démarré en 2020. Située avenue de Rebais, à côté de la nouvelle caserne des pompiers, cette unité remplace celle créée en 1980, qui arrive en fin de vie. Elle va permettre de produire une eau potable de qualité, répondant à tous les critères de potabilité exigés par la réglementation. Elle permettra notamment de réduire la teneur en fluor, la dureté de l'eau (responsable du calcaire) et les phénomènes de turbidité (eau colorée). L'équipement entre actuellement dans une phase de test de plusieurs mois et s'accompagne de travaux sur les réseaux.</p> <p><i>Durée des travaux : 18 mois pour une mise en service à la rentrée 2022</i> <i>Montant de l'investissement : 13 646 414 € TTC (dont 60 % de subventions du Département de Seine-et-Marne et de l'Agence de l'eau).</i></p> <p>Des travaux sur le château d'eau à Citry, Hautefeuille et Jouarre</p> <p>Ils porteront sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable et la réhabilitation structurelle de leur réservoir.</p> <p><i>Investissement : 754 674 € HT (dont 15 % de subvention).</i> <i>Début des travaux 3^{ème} trimestre 2022</i></p> <p>Le puits de captage de Chamigny, point de captage stratégique</p> <p>La Communauté d'agglomération a établi un important programme d'investissement et de travaux pour améliorer et sécuriser la production d'eau potable, avec notamment une opération en cours à Chamigny. Le puits de Chamigny, mis en service en 1976, assure 90 % des besoins en eau potable des communes du secteur fertois.</p> <p><i>Démarrage des travaux prévu au 3^{ème} trimestre 2022</i> <i>Durée des travaux : 2,5 ans</i> <i>Investissement : 2,9 millions € HT</i></p> <p>Une attention particulière est engagée aussi sur l'entretien des réseaux d'eau potable. Une réflexion pourra être engagée, en parallèle, pour étudier le potentiel hydraulique du territoire et les possibilités de développer des projets hydro-électriques.</p>	
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires
	CACPB	Agence de l'Eau / ARS / SMAGE des Deux Morin / SyAGE / Département de Seine-et-Marne

Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
		++	
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • 25 M € de projets en cours et 8 M € de projets à venir • 10 M € HT pour la construction de l'UTEP de Coulommiers • Puits de captage à Chamigny : 2,9 M€ HT 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • État d'avancée des travaux • Nombre de projets menés chaque année 		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> > Inauguration prochaine de l'UTEP à Coulommiers > Programme de travaux décliné sur toute la durée du PCAET 		

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau en adaptant le territoire aux risques climatiques

ACTION 27

Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées

Objectifs

Améliorer les réseaux d'assainissement Réhabiliter les canalisations

Description et déclinaison opératoire

Partout dans l'agglomération, des investissements majeurs sont réalisés pour mieux traiter les eaux usées. Au total, plus de 9 millions € HT sont investis pour construire et rénover des stations d'épuration à Amillis, Chevru, Dammartin-sur-Tigeaux, Guérard, et des réseaux d'assainissement à Boissy-le-Châtel, Crécy-la-Chapelle, Coulommiers, Mouroux, Villiers-sur-Morin.

L'agglomération investit sur plusieurs projets :

Des travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement d'eaux pluviales seront réalisés à La Ferté-sous-Jouarre et Sancy-les-Meaux.

Investissement : 587 229 € HT (subventionné à près de 50 %)

Début des travaux à partir du 3^{ème} trimestre 2022

La construction de stations d'épuration des eaux usées

La STEP de Sept-Sorts

Lancée en 2015 par le Pays Fertois, la construction de la nouvelle station d'épuration de Sept-Sorts s'est terminée en mars 2019. L'ouvrage permet de traiter les eaux usées des communes de Sept-Sorts, Jouarre, La Ferté-sous-Jouarre, Chamigny, Reuil-en-Brie et Sainte-Aulde. Elle permet également de traiter les boues de l'ensemble des communes de l'ex-Pays Fertois. Elle a été construite en intégrant des règles de développement durable permettant de répondre aux exigences du critère ECOSTEP de la région Ile-de-France. Le coût des travaux s'élève à plus de 10 Millions €, financés à hauteur de 70 % par le Département, la Région et l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

La STEP de Pierre-Levée

L'agglomération a investi près de 2 millions d'euros pour la construction d'une nouvelle station d'épuration et la réhabilitation des réseaux à Pierre-Levée. Les travaux se sont terminés en fin d'année 2021.

Les STEPS de Guérard et Dammartin-sur-Tigeaux

L'agglomération prévoit également de réaliser deux nouvelles stations d'épuration à Guérard et Dammartin-sur-Tigeaux. Elles permettront de traiter les effluents en respectant les normes actuelles et en tenant compte de l'évolution de l'urbanisation à l'horizon 2050. Les études ont été réalisées et les marchés attribués. À ce jour, les coûts de l'opération s'élèvent à 2 283 894 € HT pour la station d'épuration de Dammartin-sur-Tigeaux. Les travaux de cette station ont débuté début janvier 2021 et se termineront courant 2022. À Guérard, 2 981 651 € HT sont investis avec un démarrage des travaux engagé au second trimestre 2022. La durée des travaux prévue est d'un an.

	<p>D'autres projets de reconstruction de STEP sont programmés, avec un démarrage des travaux en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à Amillis : 662 217 € HT - à Chevru : 1,3 millions € HT - à Maisoncelles-en-Brie : 2 millions € HT <p>En parallèle, une réflexion pourra être menée pour faciliter la récupération d'eaux pluviales sur certains bâtiments, notamment les bâtiments publics appartenant à la CACPB.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Agence de l'Eau / ARS / SMAGE des Deux Morin / SyAGE / Département de Seine-et-Marne	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
		++	
Coût de l'action	9 millions € HT investis par la CACPB		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'opérations d'aménagement programmées et réalisées • État d'avancée des travaux • Nombre de projets menés chaque année • Mise en place de systèmes de récupération d'eau sur les bâtiments intercommunaux 		
Calendrier	> Programme de travaux décliné sur toute la durée du PCAET		

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau en adaptant le territoire aux risques climatiques

ACTION 28	Faciliter la gestion des milieux aquatiques pour prévenir le risque d'inondations
Objectifs	Préserver et restaurer les zones humides Améliorer l'entretien des cours d'eau et la qualité des rivières Lutter contre la vulnérabilité climatique du territoire Réduire le ruissellement
Description et déclinaison opératoire	<p>L'agglomération a voté le principe d'instauration de la taxe GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) en juin 2022. Elle permettra de financer le programme d'études et de travaux pour 2023, dont le montant est estimé à 1 254 214 €. Le montant de la taxe GEMAPI sera déterminé par les services fiscaux et fera l'objet d'une nouvelle délibération chaque année. Taxe additionnelle aux impôts locaux (taxes foncières, CFE), elle sera entièrement dédiée au financement d'études et de travaux pour la GEMAPI et ne pourra pas dépasser 40 € par habitant.</p> <p>Un important travail a été mené ces dernières années pour structurer les syndicats de rivières existants et leur permettre d'intervenir à des échelles cohérentes. C'est notamment le cas pour les bassins versants du Grand Morin, du Petit Morin et de l'Yerres. Pour les communes situées dans le bassin versant de la Marne, la Communauté d'agglomération exerce la compétence en direct. Ce travail a permis de bâtir un programme d'études et de travaux, que la Communauté d'agglomération souhaite mettre en œuvre le plus rapidement possible pour protéger les habitants des risques liés aux inondations. L'instauration de la taxe GEMAPI répond à cette nécessité d'agir rapidement.</p> <p>Une première série d'actions est ainsi prévue sur tout le territoire en 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none">> À Condé-Sainte-Libiaire, les travaux de renforcement des berges de Marne, en prévention des risques d'inondation, sont prévus en fin d'année 2022 pour une durée d'un an.> Des travaux sur le chemin des Roches et le bassin versant des rus du Mesnil et de Vaudessard, qui se déversent dans le Grand Morin, sur le Pays Créçois, sont envisagés. Il s'agit notamment de créer des zones de rétention naturelle, de mieux collecter les eaux de ruissellement et de prévoir des aménagements pour retarder le ruissellement (plantation de haies).> Au niveau du Petit Morin, des études et des travaux sont programmés en faveur de la restauration écologique de la rivière et des zones humides.> À Sainte-Aulde et à Signy-Signets, des travaux pour lutter contre l'effondrement des berges sont envisagés.> Un programme d'Études Préalables (PEP) a été élaboré par le SMAGE des Deux Morin, comprenant plusieurs interventions de prévention

	<p>des inondations sur les rivières.</p> <p>> Le SMAGE des Deux Morin porte également une étude globale, en complément, sur le ruissellement à l'échelle du Grand et du Petit Morin. Plusieurs sites pilotes ont été identifiés en conséquence à l'échelle de la Communauté d'agglomération : Dammartin-sur-Tigaux et le ru de Biche (Guérard, Serbonne).</p> <p>D'autres projets pourront venir enrichir ce programme selon les besoins et les possibilités. Une programmation de travaux, dans la même logique, sera définie chaque année. Sur le bassin versant de l'Yerres, la Communauté d'agglomération participe également aux opérations d'entretien réalisées par le syndicat compétent.</p> <p>En parallèle, le SMAGE des Deux Morin porte des projets de restauration des zones humides en amont de son territoire d'intervention. Les zones humides jouent en effet un rôle essentiel en matière de prévention des inondations en raison de leur capacité de stockage et de restitution d'eau ainsi que de leur potentiel de captation du carbone. Elles constituent également des réservoirs de biodiversité qui contribuent à la préservation du cadre de vie.</p> <p>Le SMAGE des Deux Morin propose également aux collectivités la récupération du bois issus des embâcles extrait lors de l'entretien de rivières pour le valoriser.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Syndicat aval du Petit Morin / SMAGE reconnu EPAGE du Grand Morin / SyAGE reconnu EOAGE de l'Yerres	Agence de l'Eau / Département de Seine-et-Marne / Etat	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
			++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Travaux de renforcement des berges à Condé-Sainte-Libiaire : 398 000 € HT (subventionnés à près de 50 %) Programme d'études et de travaux pour 2023, dont le montant est estimé à 1 254 214 € 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Suivi de programmation de travaux Nombre d'opérations menées Nombre de berges restaurées 		
Calendrier	> Prévision de programmes annuels d'aménagement sur toute la durée du PCAET		

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

ACTION 29	Structurer l'offre touristique locale		
Objectifs	Renforcer l'attractivité touristique du territoire Valoriser une offre touristique verte Contribuer au développement harmonieux du territoire		
Description et déclinaison opératoire	<p>La Communauté d'agglomération souhaite renforcer l'attractivité touristique du territoire en misant sur ses richesses patrimoniales et sa position privilégiée en Ile-de-France. Idéalement positionné à proximité du Grand Paris, le territoire enregistre de nombreux atouts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un patrimoine naturel remarquable incluant des Espaces Naturels Sensibles comme celui de La Ferté-sous-Jouarre ; - une ruralité devenue rare en Ile-de-France, avec des villages de caractère comme Aulnoy, Guérard ou Saint-Augustin ; - un patrimoine fluvial, avec de réelles opportunités de développement sur la Marne ; - un patrimoine historique riche avec, par exemple, les cryptes de Jouarre, la Commanderie des Templiers à Coulommiers, la Collégiale Notre-Dame de Crécy-la-Chapelle, l'abbaye de Faremoutiers... ; - des lieux insolites comme la Galleria Continua, galerie d'art contemporain implantée à Boissy-le-Châtel et le remarquable Jardin classé du Moulin Jaune du Clown Slava à Crécy-la-Chapelle ; - la vallée des peintres, source d'inspiration de nombreux artistes, un circuit de 16 km dans les environs de Crécy-la-Chapelle ; - un patrimoine gastronomique reconnu, avec notamment le Brie de Coulommiers, réputé dans le monde entier. <p>Dotée de moyens plus importants, la Communauté d'agglomération a donc décidé de combler ce retard en structurant une offre touristique qui mettra en valeur ces richesses. Pour ce faire, un office de tourisme intercommunal a été créé en 2018. Coulommiers Pays de Brie Tourisme est chargé de faire la promotion du territoire et de fédérer les acteurs locaux du tourisme autour d'une stratégie commune. Il fait vivre quatre espaces tourisme, un sur chaque pôle de l'agglomération, Coulommiers, Crécy-la-Chapelle et La Ferté-sous-Jouarre ainsi qu'un espace à Jouarre.</p> <p>Il met tout particulièrement l'accent sur les atouts « verts » et ruraux du territoire : produits du terroir, patrimoine naturel, cheminements doux... et sur les activités touristiques nature (randonnée pédestre et vélo, activités nautiques, découverte de sentiers nature...).</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Région Ile-de-France / Département de Seine-et-Marne / Seine-et-Marne Attractivité / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++		++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Budget annuel de l'EPIC Tourisme 		

Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Opérations de communication menées • Nombre de touristes accueillis • Nombre de propositions d'activités nature • Fréquentation des offices de tourisme
Calendrier	> Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

ACTION 30	Développer le tourisme fluvial		
Objectifs	Renforcer l'attractivité touristique du territoire Mettre en valeur les espaces naturels sensibles du territoire		
Description et déclinaison opératoire	<p>L'agglomération œuvre en faveur du tourisme fluvial, dans le cadre de sa politique touristique à travers deux initiatives :</p> <p>Le projet Ferté Confluences</p> <p>En partenariat avec Coulommiers Pays de Brie Tourisme et Voies Navigables de France, le projet Ferté Confluences vise à développer un pôle nautique de référence entre Paris et Epernay, sur les quatre haltes de l'agglomération (La Ferté-sous-Jouarre, Nanteuil-sur-Marne et Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux). L'objectif est de proposer une offre fluviale touristique complète de plusieurs types dont des croisières, des promenades avec commandant de bord à bord de bateaux, des locations de bateaux, de canoës, de paddles...</p> <p>Dans un premier temps, la capacité d'accueil pour les bateaux de plaisance passera de 26 à 60 places. La halte du chemin des 2 rivières à La Ferté-sous-Jouarre sera ensuite équipée d'une capitainerie pour les services d'accueil et d'information aux plaisanciers, aux touristes terrestres et aux résidents. Elle proposera aussi une offre de loisirs nautiques via la location de bateaux légers sans permis et zéro émission carbone. Enfin, des centres d'interprétation flottants sont à l'étude à plus long terme.</p> <p>Assurer la promotion des activités touristiques nautiques</p> <p>Randonnées en canoë-kayak sur le Grand Morin, balades sur la Marne avec offre de promenades nautiques en vedettes hollandaises, promenades en pédalo à Coulommiers pendant l'été... La promotion de ces activités touristiques se fera dans le respect de la charte de conciliation des usagers du Petit et du Grand Morin, élaborée par le SMAGE et de la préservation des milieux aquatiques.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Voie Navigables de France / Commune de La Ferté-sous-Jouarre / Département de Seine-et-Marne / Etat	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	++	++
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Coût d'aménagement du pôle Ferté Confluences soutenu par l'Etat et le Département Coût de mise en œuvre des activités estivales à Coulommiers Coût de communication interne à la collectivité et à l'EPIC Tourisme 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de touristes présents sur le territoire Fréquentation des infrastructures Suivi de l'avancée des travaux 		
Calendrier	> Finalisation du projet Ferté Confluences en 2023-2024 > Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET		

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités

Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

ACTION 31

Promouvoir et soutenir les producteurs locaux

Objectifs

Soutenir et organiser des évènements promotionnels
Créer un équipement touristique et culturel structurant

Description et déclinaison opératoire

L'agglomération apporte un réel soutien aux producteurs à travers plusieurs actions :

- > L'organisation de la **manifestation « Coulommiers aime son Brie »**, temps fort de promotion du Brie de Coulommiers et des produits locaux du terroir ;
- > Le soutien à la **Foire Internationale aux Fromages et aux Vins de Coulommiers** ;
- > La mise en œuvre de **campagnes de communication** valorisant les producteurs locaux ;
- > **Le relais d'initiatives proposées par la Chambre d'agriculture** : la Balade du Goût ou l'opération « Bienvenue à la ferme » ainsi que les visites à la ferme proposées par la Chambre d'agriculture, notamment à travers les réseaux sociaux. La Chambre d'agriculture propose d'organiser des visites régulières d'exploitations et des « rallyes » entre exploitations. Des classes à la ferme peuvent également être imaginées. Ces actions feront l'objet d'une promotion particulière par la CACPB.

Le GAL Terres de Brie peut aussi apporter un soutien financier, via les fonds européens Leader, à la vente et à la promotion des produits locaux. Les vins bénéficiant de l'appellation IGP pour les vins d'Ile-de-France et le champagne produit dans les quelques communes de l'agglomération intégrant la zone d'appellation du Champagne seront particulièrement mis en avant.

Enfin, la CACPB souhaite engager un projet structurant pour les producteurs de fromages : **la création d'une Maison des Arts et du Brie**. Porté par la CACPB, ce projet verra le jour sur le site historique du Couvent des Capucins, à Coulommiers. L'objectif est de capitaliser sur la renommée du Coulommiers, principal atout en termes de notoriété, pour attirer des touristes et leur donner envie de découvrir les autres richesses et activités touristiques du territoire. Il s'agit également de créer un équipement de loisirs et de culture qui profitera aux habitants de l'agglomération, notamment le public scolaire pour le sensibiliser sur l'identité de notre territoire, l'environnement, la nutrition... Ce sera enfin un outil pour valoriser la filière fromagère, afin de mieux préserver et promouvoir les savoir-faire des éleveurs et artisans. Le projet a d'ores et déjà été retenu parmi les 6 sites fondateurs du parcours de la gastronomie en Ile-de-France, qui fera bénéficier au territoire d'une visibilité internationale.

Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Confrérie du Brie de Coulommiers / Chambre d'agriculture / Seine-et-Marne Attractivité / GAL « Terres de Brie » / Région Ile-de-France / Etat / Département de Seine-et-Marne / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++		
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Entre 60 000 € et 80 000 € de budget annuel pour la manifestation « Coulommiers aime son Brie » 11 000 € de subvention annuelle pour la Foire aux Fromages Coût de réalisation du projet de Maison des Arts et du Brie, subventionné par l'Etat, la Région Ile-de-France, le Département de Seine-et-Marne Coût de communication interne 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Réédition des manifestations Réalisation de la Maison des Arts et du Brie Nombre de campagnes de communication menées Nombre de visites à la ferme organisées 		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> > Prévision d'ouverture de la Maison des Arts et du Brie en 2024-2025 > Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET 		

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable

Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets

ACTION 32	Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages		
Objectifs	Réduire la pollution par les déchets Encourager le recyclage		
Description et déclinaison opératoire	<p>COVALTRI77 collecte les déchets ménagers et assimilés du territoire, dans le cadre de la compétence de la CACPB. COVALTRI77 a délégué au SMITOM Nord Seine-et-Marne la partie « traitement » des déchets. Ce syndicat dispose d'installations sur l'ensemble de son territoire pour traiter et valoriser les déchets collectés par ses communes et intercommunalités adhérentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un centre de traitement pour l'ensemble des déchets collectés par ses adhérents, • des déchetteries, • des stations de transit. <p>Dans le cadre de ses missions, COVALTRI veille à promouvoir l'usage des déchetteries et à lutter contre les dépôts sauvages. Il peut être proposé en complément de :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Cartographier les lieux de dépôt ; > Informer les habitants sur la nécessité de demander aux entreprises effectuant des travaux à leur domicile un bordereau de dépôt de leurs déchets ; > Favoriser et faciliter l'accès aux déchetteries ; > Développer la pose de caméras intelligentes au niveau des conteneurs. <p>La déchetterie de Coulommiers va d'ailleurs faire l'objet d'une extension. Une déchetterie éphémère avait été installée en 2022 à Jouarre pour répondre aux besoins.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	COVALTRI	SMITOM Nord Seine-et-Marne / CACPB / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+	+	+
Coût de l'action	Coût de fonctionnement pour COVALTRI, dans le cadre de la délégation de compétences par la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'une cartographie • Fréquentation des déchetteries • Nombre de caméras installées • Nombre d'opérations de communication • Suivi des travaux d'aménagement des déchetteries 		
Calendrier	> Action déjà active et à décliner sur toute la durée du PCAET		

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable

Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets

ACTION 33	Contribuer au réemploi et au tri des déchets		
Objectifs	Sensibiliser et inciter au tri des déchets		
Description et déclinaison opératoire	<p>Dès 2005, COVALTRI77 (qui exerce la compétence collecte et traitement des déchets) s'est engagé dans un schéma de collecte favorisant l'accès au tri, qui a contribué à détourner de l'incinération bon nombre de déchets recyclables. Outre l'impact environnemental positif, en termes financiers, cela se concrétise par une augmentation des recettes via des subventions versées par Eco-emballages aux bons trieurs.</p> <p>Plusieurs initiatives peuvent être encouragées dans le prolongement de cette dynamique :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Inciter les entreprises à recycler les déchets de chantier : les communes et la CACPB pourront étudier la possibilité de le rappeler dans les marchés publics ; > Promouvoir les initiatives déjà existantes et communiquer sur les projets de Repair Cafés ; > Encourager la réparation sur le territoire : recenser les ateliers de réparation (meubles, vélos, fauteuils roulants, TV, électroménager...) et les lieux d'activités mixtes conviviaux ; > Développer des lieux d'activités mixtes conviviaux (exemple : café + réparation de vélo, tiers lieux) ; > Relayer auprès de COVALTRI77 et du SMITOM les projets de ressourceries locaux, qui peuvent être présentés auprès des communes pour qu'elles étudient les possibilités d'aménagement. Ces lieux peuvent devenir des outils d'insertion ; > Relayer le guide du tri des déchets et les campagnes de communication de COVALTRI ; > Anticiper la mise en œuvre de la législation autour du tri à la source et de la collecte séparée des biodéchets ; > Promouvoir les animations et les ateliers proposés par le SMITOM auprès des établissements scolaires. Le SMITOM peut également tenir des stands sur les thèmes du tri sélectif lors de manifestations communales. 		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	COVALTRI / SMITOM Nord Seine-et-Marne	CACPB / Communes	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	++	
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Coût de communication interne à la CACPB pour relais • Coût de fonctionnement pour le SMITOM et COVALTRI, dans le cadre de l'exercice de la compétence 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de ressourceries et de repair cafés actifs sur le territoire • Nombre de stands et d'ateliers de sensibilisation • Nombre d'actions de communication 		
Calendrier	> Action déjà active et à décliner sur toute la durée du PCAET		

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable

Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets

ACTION 34

Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets

Objectifs

Réduire les déchets et la production d'ordures ménagères
Sensibiliser au gaspillage alimentaire

Description et déclinaison opératoire

Le SMITOM Nord Seine-et-Marne, partenaire de COVALTRI, déploie un **plan de prévention des déchets**, qui poursuit et amplifie les efforts de réduction des déchets afin d'aider les collectivités adhérentes à atteindre les objectifs nationaux et régionaux de réduction des déchets (- 7 % à -10 % de déchets ménagers en 5 ans).

Le SMITOM du Nord Seine-et-Marne s'est en effet engagé, en 2012, dans la réalisation d'un **programme local de prévention des déchets (PLPD)**. Ce programme, en partie financé par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), vise à réduire de 7 % la production de déchets dans les années qui viennent.

Pour atteindre cet objectif, un plan d'actions a été élaboré par les équipes du SMITOM et validé par ses élus. Des actions portant sur des thématiques variées ont été retenues notamment :

- La sensibilisation sous forme d'animations visant à promouvoir l'éco-consommation et la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- Le développement du dispositif 'STOP PUB',
- La récupération des textiles,
- Le renforcement de la politique de compostage domestique,
- La prévention des biodéchets en milieu scolaire,
- La promotion de la réparation et du réemploi
- Ou encore l'incitation au jardinage naturel.

Plusieurs initiatives sont ainsi mises en place sur le territoire, relayées par la CACPCB :

- Favoriser le compostage en continuant de proposer aux habitants en maison individuelle d'acquérir un composteur à moitié prix. La CACPB apporte un soutien financier dans ce cadre ;
- Favoriser le compostage de proximité ;
- Diffuser les expérimentations pilotes de composteur collectifs en bas d'immeuble ou dans les établissements scolaires ;
- Diffuser notamment **des lombricomposteurs**, en instaurant des points de retrait locaux. La CACPB apporte, dans le prolongement, un soutien financier aux particuliers ;
- Favoriser le broyage
À noter que les services techniques des communes peuvent y recourir et utiliser le paillage. Cette démarche pourra être encouragée ;
- Prêter du matériel et proposer des ateliers de lutte contre le gaspillage alimentaire animés par le SMITOM.

Elles pourront faire l'objet d'une communication renforcée.

Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	SMITOM Nord Seine-et-Marne	COVALTRI / CACPB / Communes / ADEME	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	++	
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> • Coût de communication interne à la CACPB pour relais • Coût de fonctionnement pour le SMITOM • Aide de la CACPB aux particuliers de 7 € pour les composteurs et de 10 € pour les lombricomposteurs 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'ateliers organisés • Nombre de composteurs et lombricomposteurs distribués • Nombre d'expérimentations menées 		
Calendrier	> Action déjà active et à décliner sur toute la durée du PCAET		

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable

Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

ACTION 35	Encourager les circuits de proximité		
Objectifs	Soutenir la production locale Limiter l'impact carbone Réduire le gaspillage alimentaire		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le soutien aux circuits de proximité peut se décliner au travers de deux initiatives sur le territoire :</p> <p>Valoriser les projets de restauration collective au niveau des communes et les tenir informées de ces initiatives</p> <ul style="list-style-type: none"> > Informer les communes de l'existence de projets de restauration collective locale : l'objectif serait de les orienter vers des solutions et des initiatives existantes, selon leur volonté, en engageant un partage d'expériences. > Valoriser et communiquer sur ces initiatives > Identifier une commune référente sur l'agglomération, à l'image de la commune de Mouans-en-Sartoux, qui pourrait renseigner et accompagner les communes volontaires, soucieuses de déployer une restauration collective, dans leur projet. <p>Depuis 2019, La Ferté-sous-Jouarre convertit notamment petit à petit ses cantines scolaires pour qu'elles se transforment en cantines 100 % durables et locales, dans le cadre de son Projet Alimentaire Territorial.</p> <p>Réfléchir à la possibilité d'intégrer des productions locales, à moyen terme, dans les structures collectives gérées par l'agglomération</p> <p>Le déploiement des circuits de proximité est concomitant à la valorisation des maraîchers locaux et des AMAP. Les communes pourront faciliter ces activités, selon leurs possibilités, en mettant à disposition des locaux, des terrains le cas échéant, et en accompagnant la mise en place de marchés de producteurs locaux. La CACPB pourra établir un recensement des différents marchés de producteurs locaux, en planifiant les dates et en relayant la communication autour de ces manifestations.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Communes	Chambre d'agriculture / Groupement des Acteurs Biologiques d'Ile-de-France / GAL « Terres de Brie »	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	+	++
Coût de l'action	À identifier plus précisément selon le projet défini		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Part des produits locaux dans la restauration collective des structures intercommunales • Nombre de projets de restauration collective locaux et bio sur les communes • Nombre de points de vente alimentaire en circuits de proximité • Nombre de marchés de producteurs locaux et d'AMAP 		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> > Réflexion à engager à moyen terme à l'échelle de la CACPB > Certains projets de communes sont en cours de formalisation, à l'image de la commune de La Ferté-sous-Jouarre. 		

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

ACTION 36	Sensibiliser aux bonnes pratiques environnementales		
Objectifs	Encourager aux gestes écocitoyens Promouvoir une culture du développement durable		
Description et déclinaison opératoire	<p>Cette action viserait à réaliser un guide des gestes et pratiques écocitoyennes à valoriser auprès des habitants.</p> <p>Ce guide pourra contenir par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bons usages et gestes climatiques dans le logement, induisant des économies d'énergie et de chauffage, - les bons gestes pour économiser et récupérer l'eau, - la promotion de l'éco-conduite et du covoiturage, - les pratiques de recyclage, - les méthodes de jardinage durables et de préservation de la biodiversité, - les modes de consommation et d'achats locaux et de saison...etc. <p>Ce document pourrait être personnalisable par rapport au territoire, en mettant l'accent sur les spécificités, sur les alternatives d'énergie renouvelable possibles, sur les atouts et projets du territoire.</p> <p>Le document pourra être diffusable sous format numérique et format papier. Il pourra être relayé auprès de l'ensemble des communes de l'agglomération. Son élaboration pourra être imaginée en lien avec les partenaires de la démarche d'élaboration du PCAET.</p> <p>Dans le cadre de cette action, il pourra être proposé aux agents et aux structures intercommunales d'instaurer des éco-gestes citoyens, en relayant le guide et en déclinant localement ces pratiques.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	Communes / Guide de l'écocitoyen / Seine-et-Marne Environnement / Département de Seine-et-Marne / SMAGE des Deux Morin...	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+++	+++	+++
Coût de l'action	Coût de la réalisation et de l'impression à identifier		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne du guide • Nombre de documents distribués 		
Calendrier	> Action à initier à moyen terme		

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

ACTION 37	Initier aux gestes écocitoyens		
Objectifs	Réduire les consommations énergétiques Développer une stratégie d'optimisation de l'éclairage public		
Description et déclinaison opératoire	<p>Deux initiatives sont particulièrement ciblées dans le cadre de cette action :</p> <p>L'organisation d'ateliers par ENEDIS autour de la maîtrise des énergies Au-delà des rapports correspondants et des données pouvant être mises à disposition, ENEDIS propose également aux collectivités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'être partenaire d'actions autour de la Maîtrise de la Demande en Énergie à l'initiative des communes ou de la CACPB. Ces ateliers seront conduits par ENEDIS et animés en partenariat avec Seine-et-Marne Environnement. - de mettre à disposition une fiche maîtrise des consommations. <p>L'objectif serait d'envisager l'organisation d'ateliers autour de la maîtrise de la Demande en Énergie à destination des familles, qui pourraient être déclinés en partenariat avec les structures France Services.</p> <p>La réduction des consommations en matière d'éclairage public ENEDIS propose également aux communes de mettre en œuvre l'application « Mon éclairage public ». Ce service permet la détection de défaillances des équipements d'éclairage public via le suivi de consommation (en fonction de seuils programmables) des armoires électriques ou encore de raccordement ponctuel frauduleux. Elle permet aux communes de suivre leurs consommations et de programmer, le cas échéant, des remplacements de luminaires vétustes par des techniques LED.</p> <p>Une réflexion pourra aussi s'engager sur la pollution lumineuse la nuit et la possibilité d'extinction nocturne, dans la perspective de formaliser, en lien avec le SDESM, un « Plan Lumière », visant à réduire fortement l'ensemble des consommations de l'éclairage public. Le SDESM propose ainsi des matinales d'information sur l'éclairage public destinées aux communes adhérentes.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / ENEDIS / Communes	Communes / Seine-et-Marne Environnement / SURE / SDESM	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	+++	++
Coût de l'action	Coût d'investissement pour les communes en matière de remplacement d'éclairage public		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'ateliers organisés • Nombre de personnes sensibilisées • Nombre de points lumineux rénovés • Nombre de communes réalisant une optimisation de l'éclairage public 		
Calendrier	> Action à initier d'ici les deux prochaines années		

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

ACTION 38	Valoriser les projets locaux		
Objectifs	Rendre visibles les initiatives environnementales des communes Favoriser le partage d'expériences		
Description et déclinaison opératoire	<p>Les communes déploient déjà de nombreuses initiatives en faveur de l'environnement et du développement durable dans les actions qu'elles initient au quotidien et dans leurs projets.</p> <p>Les communes et les maires pourront ainsi partager leurs projets lors de réunions d'échanges régulières et de conférences. Ce partage d'expériences sera susceptible de créer une émulation. Les communes pourront aussi échanger sur les aides dont elles peuvent disposer.</p> <p>La CACPB sera également en mesure de fournir de la documentation et des informations quant aux dispositifs de soutien financier mobilisables selon les projets envisagés par les communes.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB / Commune	Partenaires financiers selon les projets	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	++	++	++
Coût de l'action	Pas de coût spécifique identifié		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouvelles initiatives environnementales émergeant dans les communes Nombre de réunions et de temps d'échanges entre communes 		
Calendrier	> Action à engager à court terme > Déclinaison de l'action sur toute la durée du PCAET		

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux

ACTION 39	Accompagner les entreprises vers la transition écologique		
Objectifs	Sensibiliser les entreprises aux enjeux climatiques et aux économies possibles		
<p>Description et déclinaison opératoire</p>	<p>Un partenariat pourra s'envisager, dans le cadre de cette action, avec la CCI et la CMA, dans l'objectif de :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Sensibiliser les entreprises aux enjeux climatiques et aux économies possibles ainsi que sur la thématique déchets ; > Mieux faire connaître, par le biais des chambres consulaires, les réglementations existantes en matière d'éclairage public, de gestion énergétique et de gestion des déchets ; > Informer l'ensemble des acteurs économiques des aides auxquelles ils ont droit pour la mise en place d'investissements, la réalisation de bilans carbone et de démarches responsables ainsi que sur les labels verts (notamment dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration) ; > Les accompagner dans leurs choix d'investissements et l'ensemble de leur transition énergétique (diagnostics énergétiques, TPE/PME gagnantes) ; > Améliorer la rénovation énergétique des bâtiments ; > Favoriser les retours d'expériences et les échanges ; > Faire réfléchir aux mutualisations de moyens possibles (restauration, véhicules partagés...) ; > Valoriser les entreprises vertueuses en matière climatique ; > Sensibiliser les entreprises, selon les cas et les possibilités, à l'installation de panneaux photovoltaïques <p>Ces différents accompagnements pourront être présentés lors des réunions d'échanges des groupements d'entreprises : une intervention conjointe de la CCI et de la CMA sur chacune des associations d'entreprises du territoire peut s'envisager. Cette émulation contribuera à organiser une rencontre entre les trois groupements d'entreprises, qui pourrait permettre d'évoquer les questions climatiques.</p> <p>Dans le cadre de cette action, des opérations de diagnostic soutenues et accompagnées par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) pourront être proposés et déployés par les chambres consulaires. Ils pourraient permettre aux entreprises d'engager une réflexion sur la réduction de leurs charges relatives aux postes énergie, eau et déchets. Il en est de même pour les plans de déplacements des entreprises.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CCI / CMA	CACPB / Groupements d'entreprises / Seine-et-Marne Attractivité / ADEME	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air

	++	++	++
Coût de l'action	<p>Proposition de partenariat avec la CCI/CMA</p> <p>- Partenariat n°1 sur 24 mois : sensibilisation et accompagnement collectif des entreprises de la CACPB à la transition écologique et énergétique.</p> <p>5.389 € (CCI : 3.149 € et CMA : 2.240 € / pas de tva dans le cadre d'un partenariat).</p> <ul style="list-style-type: none"> Coût de l'agent dédié en charge du développement économique et du soutien aux entreprises 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Suivi du partenariat : nombre de sessions de sensibilisation organisées Nombre d'entreprises engageant une démarche de transition écologique et des travaux Nombre de rencontres inter-entreprises 		
Calendrier	<p>> Action à décliner sur la durée du PCAET</p> <p>> <i>Perspective à long terme : possibilité d'intensifier la prestation proposée par la CCI-CMA avec un forfait sur 12 mois pour accompagner une quinzaine d'entreprises dans leurs démarches et leurs diagnostics, dans l'idée de décliner des éco-défis</i></p>		

AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements éco-citoyens et un mode de vie durable

Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux

ACTION 40	Suivre et évaluer le PCAET		
Objectifs	Assurer un suivi des actions inscrites dans le programme d'actions Réaliser un bilan régulier de la mise en œuvre du PCAET		
Description et déclinaison opératoire	<p>Le Plan Climat Air Énergie étant territorial, les actions mises en œuvre pour répondre aux objectifs sont pilotées par la Communauté d'agglomération avec ou par d'autres acteurs.</p> <p>Le suivi et l'évaluation seront réalisés avec l'ensemble des parties prenantes et des partenaires. Les actions du PCAET seront connues et partagées par tous, dans une logique de culture commune. Un comité de pilotage, rassemblant les partenaires de la démarche et associant les communes, sera mis en place pour assurer le suivi des actions,</p> <p>La CACPB s'appuiera sur un tableau de bord des indicateurs de suivi et de résultats. L'ensemble des fiches-actions recensent déjà des indicateurs de suivi permettant d'apprécier l'état d'avancée des actions.</p> <p>Un suivi régulier sera assuré au sein des services de la Communauté d'agglomération. Ils seront investis dans la déclinaison du plan d'actions, au titre des projets et compétences qu'ils mettent en œuvre.</p> <p>Les communes seront également mobilisées dans le suivi de la mise en œuvre des actions. Elles pourront définir, si elles le souhaitent, un référent, plus spécifiquement investi sur les questions environnementales et de développement durable, à même de participer à la démarche.</p> <p>L'évaluation régulière du dispositif contribuera à prendre en compte les nouvelles actions, qui pourront émerger au cours des échanges et être ajoutées en cours de programme, pour concourir à l'atteinte des objectifs.</p>		
Pilotage	Maître d'ouvrage	Partenaires	
	CACPB	SDESM / Communes / Ensemble des partenaires associés à la démarche	
Impact sur les objectifs climat-air-énergie	Diminution des Gaz à Effet de Serre	Diminution de la consommation d'énergie	Amélioration de la qualité de l'air
	+	+	+
Coût de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Coût salarial des salariés de l'ensemble de l'agglomération qui seront investis dans la mise en œuvre du PCAET 		
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de réunions et de comités de suivi Implication des partenaires Suivi régulier du tableau de bord et nombre d'indicateurs renseignés 		
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> > Démarrage de l'action au moment du PCAET > Action à mener sur le long terme et toute la durée du PCAET 		